

# Le virage anti-immigration de la gauche suédoise

A Eskilstuna, la mairie sociale-démocrate a soumis la mendicité à autorisation pour contrôler les Roms

## REPORTAGE

ESKILSTUNA (SUÈDE) -  
envoyée spéciale

Assis sur une boîte en plastique devant une pharmacie, dans le centre d'Eskilstuna, le vieil homme, visage fripé et dents gâtées, tend la main aux passants. Comme lui, ils sont entre cinquante et soixante-dix Roms de Roumanie et de Bulgarie vivant de mendicité dans cette commune de 105 000 habitants située à 110 km à l'ouest de Stockholm.

Le 14 juin, la majorité municipale, composée des sociaux-démocrates, des conservateurs et des centristes, a voté une motion, avec le soutien de l'extrême droite, soumettant la «collecte passive d'argent» sur la voie publique à une autorisation, obtenue en commissariat contre le paiement d'un droit.

De l'avis général, l'arrêt devrait être annulé par le conseil régional. Mais le message est clair, selon Carolina Bäck, la cheffe de Stadsmission, l'association d'aide aux sans-abri : «Dans les faits, il s'agit d'une interdiction de mendier à destination de personnes en situation très précaire qu'on présente comme un trouble à l'ordre public.» Elle y voit un signe de la «polarisation» du débat à Eskilstuna, ville tiraillée par des vents contraires : creuset industriel devenu cité universitaire, petite commune de province englobée dans le grand Stockholm, foyer d'immigration où l'intégration s'est arrêtée, dans le sillage des crises successives.

Les sociaux-démocrates (SAP) y gouvernent depuis 1919. En 2014, ils se sont alliés aux conservateurs et aux centristes, après avoir gouverné dix-neuf ans avec le Parti de

gauche (Vänsterpartiet, gauche radicale). Maria Chergui, leader de la formation désormais dans l'opposition, ne décolère pas : «On a fait de notre ville une pépinière où on tente des expériences pour voir ce qui peut être appliqué ailleurs.»

De fait, la direction du SAP à Stockholm ne cache pas son intérêt pour l'arrêt mendicité et le «modèle Eskilstuna». A la tête de la municipalité depuis 2011, Jimmy Jansson, incarnation d'une frange décomplexée du parti, longtemps tenue à distance de peur de faire le jeu des Démocrates de Suède (SD, extrême droite). A 40 ans, le cheveu gominé et la mise soignée, l'élu mentionne volontiers ses origines ouvrières, comme pour montrer que l'ascenseur social ne lui a pas fait oublier d'où il vient. Encarté à 16 ans, il se présente comme un «social-démocrate de cœur», plaçant la «solidarité» au centre de l'idéologie de son parti.

### «On est réalistes, pas racistes»

Jimmy Jansson vante les résultats de sa politique : le plus gros recul du taux de chômage des jeunes dans tout le pays, une baisse de plusieurs milliers du nombre d'allocataires de l'équivalent du revenu de solidarité active (RSA) français, des créations d'emplois à la pelle. «On est exigeants, résume-t-il. Si vous touchez des allocations, vous ne pouvez pas dire non à l'apprentissage du suédois, à une formation professionnelle ou à un emploi. On va jusqu'aux extrémités de ce que la loi nous autorise à faire», lance-t-il fièrement.

Trop longtemps, dit-il, les sociaux-démocrates sont restés «aveugles» aux problèmes en marge de la société : «L'exclusion, le chômage, la criminalité.» De peur d'en reconnaître les causes : «L'immigration», assène-t-il. «Ce n'est pas une exagération de dire que la quasi-totalité des jeunes qui se tirent dessus, se font exploser et se battent pour le marché de la drogue sont d'origine étrangère.»

Accueillir 163 000 demandeurs d'asile en 2015 n'était pas une erreur «d'un point de vue humain». Mais cela l'était «pour la cohésion de la société» et pour «l'ouvrier, l'employé, le prof, qui travaille, s'use la santé, paie ses impôts, voit la société s'enrichir, mais n'en touche pas les bénéfices qui vont aux 35 % de personnes nées à l'étranger et au chômage à Eskilstuna».



Jimmy Jansson (au centre), maire social-démocrate d'Eskilstuna (Suède), entonne «L'Internationale» avec des membres de son parti, le 8 avril. MELI PETERSSON ELLAFI/EXPRESSEN

## Le leader local de l'extrême droite jubile. La majorité a beau nier son influence, lui est convaincu du contraire

Le propos surprend tant il est en décalage avec le discours que tenait le parti il y a encore quelques années. Maria Alias, 33 ans, née en Irak et arrivée en Suède à 6 ans comme réfugiée, l'assume : «On s'est réveillés, lance la jeune femme, candidate au Parlement. On a pris conscience des problèmes. Nous sommes un parti qui promeut l'ordre. On n'est pas racistes, on est réalistes!»

A ses côtés, Ann-Sofie Wagsström, 57 ans, élue municipale depuis vingt-sept ans, approuve, mais reconnaît que cela lui «fait un peu mal au ventre» d'entendre parler, à longueur de journée, du durcissement des conditions d'accueil et de la lutte contre la criminalité. Parfois, elle a «du mal à reconnaître» son parti. Elle préférerait «discuter de santé, des maternités qui ferment, des écoles». Mais elle précise aussi qu'elle «ne veut pas revenir en 2015», quand, ajointe aux affaires sociales, elle a dû gérer l'arri-

vé de 700 mineurs demandeurs d'asile, dont il a fallu organiser en catastrophe, la scolarisation.

Le 4 mai, Eskilstuna s'est retrouvée au cœur d'un psychodrame quand sa députée Sara Karlsson, ex-femme de Jimmy Jansson et tenante d'une politique généreuse de l'asile, a quitté son siège au Parlement. Le premier ministre, Stefan Löfven, venait d'annoncer que les restrictions temporaires au droit d'asile, adoptées en 2015, seraient pérennisées.

Devant deux grands drapeaux bleu et jaune, dans son bureau à la mairie, Kim Fredriksson, leader des SD, jubile. Aux dernières élections en 2014, son parti a obtenu 16,4 % des voix. Les sondages le donnent à plus de 20 % au scrutin législatif du 9 septembre. La majorité a beau nier son influence, lui est convaincu du contraire : «On voit bien comment les autres partis ont ajusté leur discours sur l'immigration et la criminalité.» Son obsession du moment : les caméras de surveillance, dont il veut truffier la ville.

### Test de drogue dans les eaux usées

Le 20 juin, la municipalité a révélé les résultats du test de drogue qu'elle a fait réaliser dans ses eaux usées au printemps : les analyses ont montré des taux élevés de cannabis et d'amphétamines. Une semaine plus tard, un coup de feu a été tiré près de la gare, atteignant un homme à la jambe, au cours d'un règlement de comptes entre

trafiquants de drogue. Peter Sigurd, policier municipal, tempère : en dépit du «sentiment croissant d'insécurité», Eskilstuna est «une ville sûre». La criminalité liée au trafic de drogue existe «dans certains quartiers», où les policiers «continuent à se rendre».

Arby, dans le nord de la ville, est l'un de ces quartiers. Environ 4 600 personnes, dont 60 % d'origine étrangère et 20 % de chômeurs, y vivent dans des barres d'immeubles de sept étages. Toutes les problématiques des banlieues défavorisées s'y retrouvent. Mais «les responsables politiques ont juste l'air de découvrir ce qui existe depuis des années», s'énerve Pamela Jovanovic, présidente de l'association du quartier. L'infirmière dénonce l'obsession sécuritaire : «On ne parle que de criminalité, mais on n'investit pas et la plupart des élus n'y mettent jamais les pieds.» Résultat : à Arby aussi, les SD progressent. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT



# Herbert Kickl, maillon faible de l'extrême droite autrichienne

A Vienne, le ministre de l'intérieur, qui rencontre ses homologues européens mercredi et jeudi, est affaibli par une série de scandales

## PROFIL

VIENNE - correspondant

Vienne préside le Conseil de l'Union européenne depuis le 1<sup>er</sup> juillet et il devait incarner «l'homme fort», ce «premier flic» plébiscité par les Autrichiens pour réduire drastiquement le nombre des réfugiés. Herbert Kickl, qui devait dîner, mercredi 11 juillet, avec l'Allemand Horst Seehofer et l'Italien Matteo Salvini, avant de présider, jeudi, à Innsbruck, une réunion avec ses homologues des Vingt-Huit, fait pâle figure face aux hommes forts des gouvernements allemand et italien.

Cet idéologue d'extrême droite est englué dans les scandales. Tout ce qu'il entreprend se retourne contre lui. Au point de devenir encombrant pour le chef du

que l'ancienne plume de Jörg Haider, dirigeant du parti d'extrême droite, mort, en 2008, dans un accident de voiture. Secrétaire général de sa formation dès 2005, député depuis 2006, il est même considéré comme le cerveau du FPÖ, et c'est la première fois, dans l'histoire de ce pays d'Europe centrale, que le ministère-clé de l'intérieur est occupé par l'extrême droite. Et pourtant, malgré son expérience, depuis qu'il est entré vraiment dans la lumière, en décembre 2017, à la faveur de la mise en place de la nouvelle coalition, il multiplie les faux pas, semblant subir l'agenda médiatique.

### «Concentrer» les réfugiés

A peine nommé, ce marathonien amateur de judo a d'abord fait parler de lui en embauchant comme chef de communication

## Après une opération menée par des policiers proches du FPÖ, les journalistes évoquent une «barbouzerie»

Il a ensuite évoqué un lieu dans lequel il souhaitait regrouper les demandeurs d'asile de «manière concentrée». Cette expression plus que malheureuse, rappelant les camps de concentration nazis, lui a valu un rappel à l'ordre du président de la République, Alexander Van der Bellen. L'opposition sociale-démocrate, scandalisée, a réclamé sa démission.

enquête pour défendre publiquement l'un de ses protégés, un jeune espoir du FPÖ qui appartenait à une corporation estudiantine, dont des livrets de chants nazis ont été retrouvés.

Ce qui pourrait précipiter la chute d'Herbert Kickl concerne, toutefois, une autre affaire, impliquant les services de renseignement. Le 28 février, une petite équipe de policiers, proches du FPÖ, a mené une perquisition controversée chez ses confrères espions dépendant du ministère de l'intérieur.

Officiellement, il s'agissait pour eux de vérifier si les «grandes oreilles» avaient bien détruit les fiches de personnalités exposées, comme la justice et les intéressés le réclamaient. Mais pour plusieurs journaux autrichiens, depuis menacés de représailles

«Quelles que soient les raisons de cette saisie, une chose est sûre : des documents ultrasensibles, qui n'auraient jamais dû quitter les bureaux des services de renseignement, se baladent maintenant dans la nature. La presse les a obtenus, s'insurge le député social-démocrate (SPÖ) Jan Krainer. Les vies de plusieurs agents et d'informateurs sont désormais en danger. Nous avons perdu la confiance de nos homologues allemands, qui n'échangent plus d'informations. Nous sommes devenus vulnérables face au danger islamiste. La sûreté de l'Etat n'est plus garantie.»

### Espions russes

Incompétence ? Abus de pouvoir ? Les avis divergent. Gustav Gressel, un analyste du Conseil européen des relations internationales (ECFR), ne veut pas écarter une

pulaire européen (PPE), rappelle que l'allié viennois de Marine Le Pen fait tout son possible pour que l'Autriche reprenne la place qu'elle occupait avant 1989 : celle d'un pont entre Est et Ouest, cultivant les meilleures relations possibles avec le Kremlin.

Mais Nicolas Stockhammer, de l'université de Vienne, reste, lui, sceptique quant à l'implication du ministre. «De la part du FPÖ, ce serait vraiment idiot de mener ce genre d'opération en pensant que cela passerait inaperçu.» Il rappelle que les liens entre les services de renseignement autrichiens et russes étaient florissants avant l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite.

Quoi qu'il en soit, Herbert Kickl doit sans cesse se justifier publiquement au sujet de cette affaire, ce qui rend inaudible son discours